

OUVERTURE DE BUVETTE

Autorisation en dehors des installations sportives
(Code de la Santé Publique au verso).

A remettre à la Mairie de Percy-en-Normandie, au plus tard 15 jours avant la date de la manifestation,
par courrier ou par mail à l'adresse accueil@percynormandie.fr - Renseignements : 02 33 61 21 42

NOM DE L'ÉVÉNEMENT :
DATE DE L'ÉVÉNEMENT :
LIEU DE L'ÉVÉNEMENT :

ORGANISATEUR

(cocher la case correspondante)

Association

Entreprise

Organisme public

NOM / RAISON SOCIALE DE L'ORGANISATEUR :
ADRESSE DU SIEGE SOCIAL :
CODE POSTAL : **VILLE :**
TÉLÉPHONE : **COURRIEL :**

NOM & PRÉNOM DU CONTACT :
Coordonnées du contact, si différent des coordonnées remplis ci-dessus :
TÉLÉPHONE : **COURRIEL :**

OUVERTURE DE LA BUVETTE

HORAIRES DE FIN : maximum 1 heure du matin

UNE DATE

Le: DE H jusqu'à H

PLUSIEURS DATES & HEURES

DU : AU DE H jusqu'à H

DU : AU DE H jusqu'à H

LIEUX:

Je soussigné(e) **Nom, prénom du président(e)**
sollicite, conformément aux articles L3334-1 et L3352-5 du Code de la Santé Publique, une demande pour une autorisation de
buvette de **3ème CATÉGORIE** (Boissons fermentées non distillées : vin, bière, cidre, vin naturel, jus de fruit ou de légumes
fermentés comportant de 1 à 3 degrés d'alcool, apéritifs à base de vin et liqueur ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur)
pour la ou les dates figurant ci-dessus.

AUTORISATION : Le nombre d'autorisations est limité à 5 par an et par association.

Je soussigné(e) : atteste sur l'honneur que cette demande est la 1^{ère}, 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème}
ou 5^{ème} demande (*Entourez le chiffre correspondant*) de l'année en cours et certifie déposer la demande impérativement 15 jours
avant la date de la manifestation. Je certifie aussi avoir pris connaissance de la réglementation rappelée au verso du présent
document et m'engage à la faire respecter lors de la manifestation qui fait l'objet de la présente demande d'autorisation de
buvette.

Date et lieu : À Le
Signature :

CODE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

● **Article L 334 2-1**

La vente des boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et tous commerces ou lieux publics. La personne qui délivre la boisson peut exiger du client qu'il établisse la preuve de sa majorité.

● **Article L 3353-3**

« La vente à des mineurs de boissons alcooliques est punie d'une amende de 7500 €... »

● **Article L 3334-2**

Les personnes qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établissent des cafés ou débits de boissons ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par [l'article L. 3332-3](#), mais doivent obtenir l'autorisation de l'autorité municipale.

Les associations qui établissent des cafés ou débits de boissons pour la durée des manifestations publiques qu'elles organisent ne sont pas tenues à la déclaration prescrite par l'article L. 3332-3 mais doivent obtenir l'autorisation de l'autorité municipale dans la limite de cinq autorisations annuelles pour chaque association.

Dans les débits et cafés ouverts dans de telles conditions, il ne peut être vendu ou offert, sous quelque forme que ce soit, que des boissons des deux premiers groupes définis à [l'article L. 3321-1](#)

● **Article L 3335-1**

Le représentant de l'Etat dans le département peut prendre des arrêtés pour déterminer sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les débits de boissons à consommer sur place ne peuvent être établis autour des édifices et établissements suivants dont l'énumération est limitative :

1° Edifices consacrés à un culte quelconque ;

2° Cimetières ;

3° Etablissements de santé, maisons de retraite et tous établissements publics ou privés de prévention, de cure et de soins comportant hospitalisation ainsi que les dispensaires départementaux ;

4° Etablissements d'instruction publique et établissements scolaires privés ainsi que tous établissements de formation ou de loisirs de la jeunesse ;

5° Stades, piscines, terrains de sport publics ou privés ;

6° Etablissements pénitentiaires ;

7° Casernes, camps, arsenaux et tous bâtiments occupés par le personnel des armées de terre, de mer et de l'air

8° Bâtiments affectés au fonctionnement des entreprises publiques de transport.

● **Article L 3335-4**

« La vente et la distribution de boissons des groupes 2 à 5 définis à [l'article L. 3321-1](#) est interdite dans les stades, dans les salles d'éducation physique, les gymnases et d'une manière générale, dans tous les établissements d'activités physiques et sportives....

Sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée, le maire peut, par arrêté, et dans les conditions fixées par décret, accorder des autorisations dérogatoires temporaires, d'une durée de quarante huit heures au plus.... »

● **Arrêté préfectoral N° 732-16 AMC du 19 décembre 2016**

«... [Article 2](#) Sur l'ensemble du département, les débits de boissons et établissements mentionnés à l'article 1^{er} sont autorisés à exercer leur activité **de 6 heures à 1 heure du matin toute l'année**, sauf dispositions particulières prévus aux articles suivants.

« ... [Article 14](#)..... **Sur demande motivée présentée au moins 15 jours ouvrables** avant la date prévue de la manifestation, Ces dérogations s'appliquent également aux autorisations d'ouverture de débits de boissons temporaires accordées à des associations à l'occasion de manifestations publiques, dans la limite de 5 autorisations par an et par association. ... »

Protection des données personnelles

Ce document administratif est nécessaire à l'instruction de votre dossier.

Les informations personnelles recueillies sur ce formulaire sont enregistrées dans un fichier informatisé placé sous la responsabilité du Maire de PERCY-EN-NORMANDIE pour la gestion administrative de vos demandes (arrêté, courrier) et la rédaction d'un arrêté.

Elles seront collectées et conservées pour une durée de 5 ans.

Les données collectées ne seront aucunement fournies à des tiers.

Conformément à la législation en vigueur, et notamment à la loi informatique et libertés Décret n° 2019-536 du 29 mai 2019 pour l'application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données dans ce dispositif, vous pouvez contacter en écrivant à Monsieur Le Maire, Mairie de PERCY-EN-NORMANDIE, 2-4 place du Cardinal Grete 50410 PERCY-EN-NORMANDIE.. Si vous souhaitez en savoir plus sur vos droits ou si vous estimez nos réponses insuffisantes, vous pouvez adresser une réclamation sur le site de la CNIL : www.cnil.fr